



L'économie écologique ou l'économie sensée

Mai 68 fut le premier mouvement à aspiration écologique de type moderne. Parmi les quelques grandes idées qui déparèrent alors les rues de Paris pour envahir le monde, il y eut les célèbres "Métro-boulot-dodo" ou "Ne pas perdre sa vie à la gagner". Le rapport de l'homme au travail était fondamentalement remis en question.

Un quart de siècle plus tard, ces idées reviennent en force. Confortées qu'elles sont par la nouvelle crise économique, les échecs du communisme et du libéralisme, le chômage, l'impasse de la croissance à tout prix et la mise à sac systématique des écosystèmes planétaires.

Les écologistes n'existaient pas il y a 25 ans. Quelles solutions économiques préconisent-ils aujourd'hui? Quel sens donner à l'économie? Comment, dans une société à réorganiser d'urgence, donner une place légitime et un revenu décent à chaque être humain? Comment préserver l'indispensable autonomie individuelle et faire jouer la solidarité collective?

Sur tous ces thèmes, qui déterminent profondément les rapports des hommes entre eux et avec leur environnement, nous avons eu un entretien avec Alain Lipietz, celui qui est considéré comme "l'économiste des Verts", en France.

Greenpeace: Par rapport aux économies libérale et socialiste, quels sont les grands traits de l'économie écologiste?

Alain Lipietz: L'économie écologiste utilise les mêmes outils que les autres économies, mais elle essaie de réorganiser la société selon d'autres critères, parmi lesquels la solidarité, l'autonomie et la responsabilité. Je m'explique:



- la solidarité d'abord. Elle consiste à refuser qu'il y ait des exclus, à faire en sorte que chacun, à tout moment, puisse à nouveau avoir sa chance;

- l'autonomie ensuite. Chacun doit pouvoir comprendre le sens de son travail. Et devrait participer à la maîtrise de l'objet qu'il produit ou du service qu'il rend;

- le principe de responsabilité enfin. Par rapport à la solidarité et à l'autonomie, qui font plutôt partie du patrimoine de la gauche, la responsabilité est une valeur nouvelle qui est apportée par les écologistes. Le développement que proposent les écologistes doit être soutenable. Il doit pouvoir être conforme à l'intérêt des générations futures et permettre à la vie de se reproduire sur l'ensemble de la planète.

Voilà les trois valeurs fondamentales qui bal-

sent les choix économiques des écologistes. **GP:** La recherche de sens est un élément fondamental pour l'économie écologiste? **AL:** Quand on regarde l'étymologie des mots "écologie" et "économie" que remarque-t-on? La partie commune aux deux mots, "Ecos", signifie le "domaine", la "maison" où vivent les hommes. Dans "économie", "nomos" parle de "mesure". Tandis que dans "écologie", "logos" parle de sens. De l'économie à l'écologie on passe ainsi de la mesure au sens. Faire de l'économie sans donner de sens, cela peut aboutir à n'importe quoi. A des sens parasites par exemple, comme l'égoïsme de chacun. Ou encore la soumission à des mécanismes aveugles, comme celui de la concurrence internationale. Et cela aboutit à des catastrophes. Une économie écologique essaie de mesurer sa gestion du domaine de telle façon que cela ait un sens.

**Contre le chômage:
relance sélective, 35 heures...**

GP: Que proposez vous comme mesures concrètes pour combattre le chômage?



La politique agricole : le non-sens érigé en "science". (Ph. Morgan/Greenpeace)



AL: Nous avons élaboré un programme de lutte contre le chômage qui peut se résumer en cinq axes.

1. Nous ne sommes pas opposés à la voie traditionnelle qui consiste à faire plus de croissance... pourvu que les activités soient soutenables. Les activités dont le développement serait conforme à l'éthique des écologistes se situent, par exemple, dans le secteur des économies d'énergie, de la mise en place de systèmes de transports en commun, etc... Il y a de formidables investissements à réaliser dans la protection de la nature, de l'environnement, dans la lutte contre l'effet de serre. Cela représente un énorme programme de relance. Non pour détruire la nature, mais pour la restaurer. Nous sommes donc pour des politiques de relances sélectives.

2. Cela dit, à cause des gains de productivité, toute relance aboutit à créer assez peu d'emplois. On l'a clairement constaté au cours de ces dernières années. Il faut donc chercher d'autres solutions. Nous en proposons une qui est tout-à-fait centrale dans notre programme: la réduction de la durée du travail. Pour un volume donné de "travail de développement soutenable", il s'agit de réduire le temps de travail normal de chacun de façon à ce que, d'une part, tout le monde puisse être mobilisé dans l'activité sociale et que, d'autre part, chacun dispose de plus de temps pour soi. En France, où l'on compte plus de trois millions de chômeurs, nous proposons donc le passage de 39 h à 35 h. Lorsque les écologistes ont commencé à monter dans les sondages en France, plusieurs organismes officiels ont calculé que cette mesure de réduction du temps de travail provoquerait, trois ans après qu'elle ait été prise, la création de 1 250 000 à 2 500 000 d'emplois, selon les modèles appliqués, mais surtout suivant la baisse de salaire mensuel correspondante.

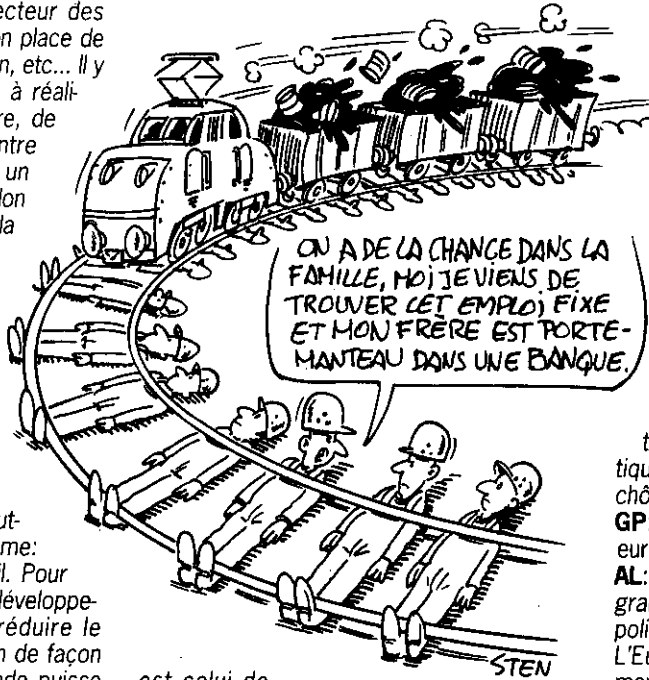
Nous aurions pu proposer de descendre à 30 heures par exemple, mais cela nous paraît politiquement risqué. Pour s'attaquer au chômage, la réduction du temps de travail n'est vraiment efficace que si elle s'accompagne d'un certain partage des revenus. Comme nous ne nous faisons pas d'illusion sur l'esprit de solidarité actuel de nos compatriotes, nous pensons devoir nous en tenir à cette première étape, c'est-à-dire le passage à 35 heures, comme forme de partage du temps de travail.

...produire plus localement, changer certaines techniques et créer des emplois intermédiaires

3. Nous proposons ensuite d'essayer, à même niveau de services rendus, à un même niveau de développement soutenable, de produire le plus possible localement, ou dans la région. Il y a un tas de services qui pourraient être rendus en utilisant beaucoup mieux les ressources locales. Ce qui crée

de l'emploi et évite de se placer sous les contraintes du commerce international.

4. Pour des raisons de protection de l'environnement, nous proposons aussi le changement de certaines techniques de production. Ces changements auraient des effets bénéfiques sur l'emploi. Un exemple évident



est celui de l'agriculture. Plutôt que d'accepter la réforme de la Politique agricole commune dans la CE, telle qu'elle a été proposée et qui consiste à intensifier la production sur des petits territoires particulièrement fertiles et laisser le reste en friche, si on généralisait au contraire l'agriculture biologique, on créerait beaucoup plus d'emplois.

De la même façon, la lutte pour les économies d'énergie aboutit - pour la même quantité d'argent dépensée ou la même quantité de kilowatts/heure produite ou économisée - à beaucoup plus d'emplois que la production de kilowatts/heure. Une centrale nucléaire, qui coûte très cher à la construction, fonctionne finalement avec très peu d'emplois et produit des kilowatts/heure de façon dangereuse. Economiser la même quantité de kilowatts/heure coûte moins cher et, en plus, va mobiliser de nombreuses équipes d'artisans qui réaliseront l'isolement thermique des logements par exemple.

5. Créer des emplois intermédiaires entre la fonction publique (donc subventionnés) et le privé (donc comprenant une composante marchande). Ces emplois coûteraient moins cher aux clients et se situeraient dans le secteur des services à domicile, de l'entretien de la nature, des parcs de logements sociaux, etc.

L'Europe, oui... avec un espace écologique et social commun

GP: Dans quels délais ces cinq axes pourraient-ils aboutir à supprimer presque totalement le chômage?

AL: Dans ces propositions, il y a des mesures qui ont un effet à court terme et d'autres à moyen terme. La réduction de la durée du travail est une mesure qui peut être prise rapidement. Mais elle n'a pas d'effet immédiat. La première année, la réaction des entreprises est d'essayer d'accélérer les cadences. Ce n'est qu'au bout de deux ou trois ans que l'effet significatif de plusieurs pour-cents d'emplois supplémentaires pour une baisse de 10% de la durée du travail apparaît. Le développement d'un "tiers secteur d'utilité sociale et écologique" peut être mis sur pied en quatre à cinq ans. Le temps de former des animateurs, qui eux-mêmes forment des équipes... cela pourrait aboutir à la création d'un million d'emplois en France. La reconstitution d'une économie plus régionalisée prend au minimum cinq à six ans.

Un gouvernement écologiste, ayant tous les moyens d'appliquer toute sa politique, n'aurait pas d'effet significatif sur le chômage avant trois-quatre ans.

GP: Quelle est l'influence de l'intégration européenne sur ce problème du chômage?

AL: Réduire le chômage en Europe est une grande nouveauté car, jusqu'à présent, les politiques économiques étaient nationales.

L'Europe est un ensemble de pays où les marchandises et les capitaux sont parfaitement mobiles. En revanche, chaque pays doit séparément assurer l'équilibre de sa balance commerciale. Le résultat est que chacun essaie d'être le plus compétitif possible par rapport aux autres pays d'Europe. On est dans une espèce de course à la productivité qui ne peut être compensée ni par la réduction de la durée du travail, ni par l'augmentation des salaires tant est intense la concurrence entre les pays. Comme, en plus, il y a de très grandes différences de salaires entre les différents pays d'Europe, il y a une tendance, pour les entreprises, à se délocaliser vers le pays d'Europe où les règles sociales et de protection de l'environnement sont les plus laxistes, les plus favorables aux entrepreneurs.

Cette situation de libre concurrence est en fait très rare dans le monde. Cela donne une particularité extraordinaire au Marché commun, un air de "cercle pour combats de coqs", sans règles sociales et écologiques communes. La Communauté est la zone économique où la productivité croît le plus vite, alors que la production est contrainte, parce que les salaires horaires sont comprimés au maximum.

GP: Quelle serait alors la solution?

AL: Que l'Acte unique, qui a levé tous les obstacles à la libre circulation des marchandises et des capitaux, soit accompagné par un espace écologique et social commun.

Le temps de travail, le niveau des salaires et de protection sociale, ainsi que les normes écologiques (comme l'existence ou non d'écotaxes) doivent être des règles du jeu communes en Europe.



Court terme et long terme

GP: Le modèle de société de consommation tel qu'il est aujourd'hui le nôtre ne peut être élargi aux quatre autres milliards de locataires de la planète. Comment rapidement faire accepter un modèle de développement soutenable à l'ensemble de la planète?

AL: L'internationalisation du marché sous la pression de la crise de la dette est en train de mettre le tiers monde dans l'obligation de se saigner aux quatre veines et de faire feu de tous bois, au sens propre comme au sens figuré, pour arriver à suréquilibrer sa balance commerciale, c'est-à-dire exporter beaucoup plus qu'il n'importe. Cela aboutit, dans un pays comme le Brésil, par exemple, au sac de l'Amazonie sous prétexte soit, d'exporter des grumes, soit de développer de nouvelles cultures ou l'élevage pour l'exportation; à une formidable pauvreté parmi les classes travailleuses aussi, toujours sous prétexte de pouvoir exporter. Partout dans le monde, on assiste à une dégradation de l'environnement local par surcharge des ressources naturelles et au choix d'axes de développement extrêmement semblables au modèle européen. Le tout générant des problèmes globaux tels que la dérive de l'effet de serre, l'effondrement de la biodiversité, la baisse générale de la porosité des sols... pour aboutir à une crise écologique majeure au début du siècle prochain.

GP: Que faire contre cela?

AL: D'abord abolir la dette, qui oblige tous les pays du tiers monde à choisir un modèle exportateur. Ensuite, réaliser des transferts technologiques et financiers leur permettant d'avoir les instruments d'un développement

soutenable. Etablir enfin des clauses écologiques et sociales sur le commerce mondial. Ce qui pourrait se traduire de façon caricaturale (il faudrait bien sûr être beaucoup plus nuancé) par ceci: libre échange entre pays qui acceptent des règles écologiques et sociales communes, protectionnisme vis-à-vis des pays qui fondent leur compétitivité sur le saccage de la nature, le déni des droits de l'homme et des travailleurs.

GP: Dans le contexte de guerre économique mondiale que nous connaissons -et alors qu'avec un salaire français moyen on peut aujourd'hui payer 70 salaires russes ou 35 salaires chinois- comment arriver à faire accepter un consensus sur de tels objectifs?

AL: D'une façon générale, on peut se demander comment faire accepter les objectifs des écologistes. Je suis un militant, mais j'avoue que je suis extrêmement pessimiste sur nos chances de gagner, d'éviter une dérive majeure de l'effet de serre dans les quarante prochaines années, de mettre fin à la destruction de la couche d'ozone, d'arrêter l'approfondissement du fossé entre le Nord et le Sud, etc.

Mais, comme on dit, il est inutile d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. Pour faire avancer nos idées, on doit donc s'appuyer à la fois sur des arguments éthiques (la progression de nos valeurs) et sur des arguments "d'intérêt bien compris". Le problème, c'est que nous opposons des intérêts généraux à long terme à des intérêts particuliers à court terme, auxquels les majorités sont attachées en Europe. Alors que le libéralisme et le socialisme prétendaient que les intérêts à court terme de certains (les entrepreneurs ou les salariés) étaient conformes à l'intérêt général à long terme...

Gain du temps libre plutôt que gain du pouvoir d'achat

GP: Une enquête BVA réalisée en France en mars dernier, entre les deux tours des dernières élections législatives, montre que le drame du chômage est la première explication que donnent les français à propos de l'effondrement de la gauche. Cette même enquête dit que la crédibilité modérée des écologistes -en dehors des problèmes d'environnement- est la première raison de leur faible score. Comment expliquez-vous que vous ayez des difficultés à convaincre sur l'économie et l'emploi?

AL: Les enquêtes ont montré aussi que nous avons remporté une très grande victoire sur le fond, c'est-à-dire sur la notion de partage du travail. Pour des raisons de maintien de l'écosystème mondial, les écologistes disent que l'on ne peut pas continuer à assurer le plein emploi en accroissant le pouvoir d'achat du Nord. On ne peut donc lutter contre le chômage qu'en diminuant le temps de travail.

Tout plaideait, d'un point de vue écologiste, pour que les futurs gains de productivité résultant de l'accroissement de l'efficacité du travail humain soient distribués sous forme de temps libre plutôt que sous forme de pouvoir d'achat. Cette idée là est devenue majoritaire au mois de décembre dernier, en France. Il y a eu sept ou huit enquêtes publiées par les grands instituts de sondage (IFOP, BVA, CSA, SOFRES, etc) sur ce sujet. Toutes donnent un résultat positif. La question posée était généralement proche de cette formulation: "Pour pouvoir créer des emplois, êtes-vous prêts à une réduction de la durée du travail, y compris avec une diminution de votre revenu?"

Seuls les écologistes portaient cette proposition et la droite s'y était opposée. Nous avons donc gagné une bataille idéologique... que nous avons perdue du point de vue politique, faute en effet de crédibilité comme "partis de gouvernement". Mais l'histoire de la France montre que les mouvements sociaux obtiennent parfois plus de résultats que les programmes gouvernementaux...



L'emploi, la pollution et l'énergie dans l'industrie¹

Comme on le constate, les industries extractives (charbon), la chimie, ainsi que l'industrie primaire du métal et du papier sont des secteurs grands consommateurs d'énergie, grands producteurs de déchets et petits pourvoyeurs d'emplois. Ce sont évidemment ces industries qui sont déjà et qui seront le plus touchées par la reconversion. (Source Worldwatch Institute, "L'Etat de la planète"; Economica, 1992).

Industrie	PNB	Emplois	Déchets toxiques	Energie consommée
	(en % des biens manufacturés)			
Raffinerie et production de charbon	3,9	0,8	3,7	31,2
Chimie	9,0	5,5	58,4	21,2
Industrie primaire du métal	4,3	4,0	12,5	14,0
Papier	4,6	3,6	13,6	11,5
Alimentation	8,7	8,4	1,4	4,8
Pierre, argile et verre	3,2	3,1	0,5	4,7
Charpentes et production de bois	3,2	3,9	0,2	2,0
Equipements de transport	5,8	10,6	1,6	1,7
Fabrications métalliques	7,1	7,4	1,5	1,7
Matériel non-électrique	9,5	10,7	0,4	1,4
Matériel électrique	10,0	10,7	1,4	1,1
Edition et publication	6,8	8,0	0,3	0,6
Autres biens manufacturés ^{2 & 3}	23,8	23,3	4,2	4,1

(1) Aux Etats-Unis 1987 - 88

(2) Tabac, textile, appareils, prises et reprises, caoutchouc et plastiques divers, instruments, cuir et divers produits manufacturés.

(3) Le total des colonnes ne doit pas toujours atteindre 100.

Concilier "chacun pour soi" et "chacun pour tous"

GP: Le Produit national brut a toujours été la référence des économistes pour mesurer le progrès. Pourtant, malgré les bonds spectaculaires des PNB au cours de ces quarante dernières années, en Amérique notamment, les populations sont restées insatisfaites. La société continue néanmoins à se développer selon le même modèle insatisfaisant semblait-il. Et la plupart des peuples du monde ont tendance à l'imiter. Comment expliquez-vous ce phénomène?

AL: Le PNB ne mesure que l'économie marchande. A l'université, dans les facultés d'économie, on raconte toujours l'histoire suivante aux jeunes étudiants: "Quand deux jeunes mamans gardent chacune leur bébé, cela ne contribue pas au PNB. Mais, si elles échangent leur bébé en se payant chacune l'une à l'autre la même somme (qui peut être de mille francs ou d'un million, cela n'a pas d'importance puisque c'est la même somme), elle augmentent d'autant le PNB". En racontant cette histoire, on veut donc montrer que cette mesure qu'est le PNB n'a pas grand sens... Ensuite, bien sûr, on s'empresse d'oublier ce que l'on vient de dire. Et le PNB s'impose comme la règle du jeu. Et, comme on le sait, l'existence même des règles du jeu dicte la façon dont on joue le jeu.

Globalement, dans une économie internationalisée, tout le monde va donc jouer de la même façon. Dans un coin d'Asie ou d'Afrique, par exemple, on commence par détruire les possibilités d'existence d'économies traditionnelles. On introduit les rapports marchands. Bien évidemment, chacun va désormais essayer de vivre le mieux possible dans ces rapports marchands. Et va donc se mettre à travailler pour acheter des choses, adopter un certain mode de vie... qui exige qu'on achète plus de choses encore. Pratiquement, par le simple poids des règles du jeu, le PNB va devenir le seul indicateur de la croissance. Pour une part, bien sûr, le PNB a une signification. Certaines activités marchandes produisent indéniablement des effets utiles. D'autres, absolument pas.

Faisons une comparaison entre le Brésil et le Burkina Faso. Le Brésil, sa partie amazonienne exceptée, est entièrement un pays de colonisation. Des Portugais, des Hollandais, des Allemands, des Italiens ont colonisé ce pays et ils y ont emmené des esclaves africains. Quel que soit leur destin, tous arrivaient dans un économie marchande. Au Burkina Faso, c'est le contraire, le pays est encore relativement peu touché par les rapports marchands. Le PNB du Brésil par personne est exactement dix fois celui du Burkina Faso. Or, le dernier enfant du Burkina vit bien mieux que sept millions d'enfants bré-

siliens. On ne voit presque pas d'enfants abandonnés dans les rues de Ouagadougou. Il faut vraiment que la tante au troisième degré soit morte pour que cela arrive. Quelle est la grande différence entre ces deux pays? Dans l'un existe la communauté et pas dans l'autre.

Faut-il pour autant dire que le retour à des formes communautaires de vie soit la panacée? Je ne crois pas. Au Burkina, des tas de jeunes quittent d'ailleurs leur famille, la communauté ou même le pays pour accéder à un mode de vie de type urbain, plus clinquant, parfois plus confortable, en tout cas plus libre, notamment pour les femmes.

Le défi posé à l'écologiste du tiers monde est donc le suivant: comment arriver à concilier certaines valeurs émancipatrices qu'ont apporté les révolutions marchandes du Moyen âge et de la Renaissance en Europe et sauvegarder ces formes extrêmement simples et efficaces de solidarité que garantissait la communauté? Ce défi est aussi posé dans nos sociétés du Nord où l'on assiste à la désintégration des compromis sociaux-démocrates. Dans certaines banlieues de Paris, de Liverpool, ou d'ailleurs, il commence à y avoir un tel recul de l'Etat-providence, que l'on voit réapparaître des phénomènes d'abandon, d'exclusion et d'extrême pauvreté de type 19ème siècle.

Les principales mesures que nous proposons pour lutter contre ce phénomène impliquent un retour à plus d'esprit de communauté. Trouver la façon de concilier l'autonomie (le pouvoir de choisir son propre destin) et les avantages de la communauté (qui assure la solidarité, mais souvent de façon assez étouffante) est l'un des défis de l'écologie humaine.

L'organisation du rapport entre les gens est à réinventer. Elle sera fondée sur la réduction du temps de travail, sur la conquête du temps libre, sur la solidarité, sur la responsabilité écologique et sur de nouvelles formes de régulation entre l'activité privée et l'intérêt social.

Les syndicats et la grande réorganisation du temps

GP: Certains syndicalistes ont une réaction de réticence par rapport à cette idée de grande réorganisation du temps. En effet, si le rythme donné à l'écoulement du temps est personnel, la manière de ponctuer la journée, la semaine ou l'année est aussi un mode de régulation sociale. Sans ces rythmes collectifs du travail, les grandes luttes ouvrières par exemple, n'auraient pu être organisées. Dans une société du temps libéré, comment trouver l'équilibre subtil entre l'autonomie individuelle et l'organisation collective?

AL: Il faut tolérer l'existence de divergences à régler sans arrêt. Un des bons aspects du livre d'André Gorz, "Adieux au prolétariat" (1) c'était de critiquer les excès du communautarisme, en parlant du "modèle de l'abbaye cistercienne", où chacun ne travaille, n'agit, ne vit qu'en fonction des buts collectifs de la communauté. Certaines tendances autogestionnaires radicales, surestimant l'intérêt de la vie en communauté, oublient l'importance de la marge de jeu individuel.

Les propositions des écologistes -disant que les gens devraient passer moins de temps dans les grandes entreprises, soit parce que l'on va réduire le temps de travail, soit parce que l'on va créer des formes d'emplois qui ne relèvent pas des grandes entreprises- apparaissent dans un premier temps comme profondément hostiles à ce qu'a été le mouvement ouvrier depuis le début du siècle. Soit après la victoire des courants réformistes, productivistes et étatistes de la Deuxième et de la Troisième internationale. Mais, quand on réfléchit bien, on s'aperçoit que, d'une certaine façon, les propositions des écologistes -l'accent qu'ils mettent sur la réduction du temps de travail ou sur la création d'entreprises intermédiaires- sont profondément conformes à une tradition plus ancienne des mouvements ouvriers. Ceux-là cherchaient, à coups de bourses du travail, de coopératives, à développer d'autres façons de travailler et mettaient comme premier objectif de la lutte syndicale la réduction du temps de travail et non pas la croissance du pouvoir d'achat.

GP: Existe-t-il une écologie du temps?

AL: Les écologistes se posent plutôt la question suivante: à quelles conditions aurons-nous le temps d'aménager notre espace? Il ne s'agit plus de travailler le plus vite possible pour avoir plus d'objets que l'on consommera demain. En fait, on n'a jamais le temps de les consommer tous ces objets. Au contraire, il faut se poser la question suivante: à quelles conditions pouvons-nous avoir assez de temps pour cultiver notre jardin, comme on dit, voir ses amis, participer à la discussion démocratique, etc.

Il ne faut pas oublier que, parmi les grands mots d'ordre de Mai 68, qui a été le premier mouvement à aspiration écologique de type moderne, on trouve "Métro-boulot-dodo", ou "Ne pas perdre sa vie à la gagner". A l'époque, la réponse qui a été donnée à cette aspiration de masse a été la réduction de la durée du travail de dix heures en dix ans (Accords de Grenelle). En 68, on travaillait 50 heures en moyenne contre 40 heures en 78. ■

Entretien: André Ruwet

(1) Editions Galilée, 1980.